



COMPTES ANNUELS

au 31/12/2023

BILAN ACTIF AU 31/12/23

ACTIF	Exercice 2023			Exercice 2022
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	4 920	4 754	166	166
Autres immobilisations Incorporelles	239 543	129 009	110 534	182 283
Immobilisations incorporelles en cours	75 311	13 752	61 559	61 559
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	393 002	338 057	54 945	79 501
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés	43 110		43 110	43 110
Prêts	88 453	-	88 453	118 917
Autres	8 662		8 662	6 500
Total I	853 001	485 572	367 429	492 036
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	31 301		31 301	33 852
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	113 960		113 960	135 761
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	552 766	-	552 766	1 179 021
Valeurs mobilières de placement	75 378		75 378	1 573 242
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	2 235 303		2 235 303	916 995
Charges constatées d'avance	62 649		62 649	79 502
Total II	3 071 357	-	3 071 357	3 918 373
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				-
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	3 924 358	485 572	3 438 786	4 410 409

BILAN PASSIF AU 31/12/23

PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	3 965 005	3 965 005
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau		
Report à nouveau	- 1 134 538	- 573 520
Excédent ou déficit de l'exercice	- 784 946	- 561 017
Situation nette (sous total)	2 045 521	2 830 467
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total I	2 045 521	2 830 467
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II	-	-
PROVISIONS		
Provisions pour risques	95 452	95 452
Provisions pour charges	114 433	114 433
Total III	209 885	209 885
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	874 626	959 864
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	243 793	161 040
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	64 962	249 153
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
Total IV	1 183 380	1 370 057
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	3 438 786	4 410 409

COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/23 au 31/12/23

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	59 500	52 200
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	130 873	113 819
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	49 592	34 792
<i>dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	5 732 930	6 050 435
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommables		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	87 207	136 815
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	69 394	164 211
Utilisations des fonds dédiés	-	429 803
Autres produits	40 185	45 547
Total I	6 169 681	7 027 623
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	106 307	111 614
Variation de stock	2 552	1 211
Autres achats et charges externes	4 031 035	3 876 006
Aides financières	200	208 606
Impôts, taxes et versements assimilés	193 043	212 734
Salaires et traitements	1 730 704	2 044 474
Charges sociales	780 269	817 304
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	107 215	175 746
Dotations aux provisions	-	25 000
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	30 172	1 603
Total II	6 981 496	7 474 298
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 811 816	- 446 675
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	30 904	9 113
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	312 769	
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	343 673	9 113
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	314 383	0
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	314 383	-
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	29 290	9 113
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	- 782 526	- 437 562

PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	6 100	
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	6 100	-
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	495	121 558
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	495	121 558
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	5 605	- 121 558
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	8 025	1 897
Total des produits (I + III + V)	6 519 453	7 036 736
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	7 304 399	7 597 753
EXCEDENT OU DEFICIT	- 784 946	- 561 017
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	116 762	127 500
Bénévolat		
TOTAL	116 762	127 500
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	116 762	127 500
Prestations en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		
TOTAL	116 762	127 500

Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

Moselle Attractivité contribue au développement de l'attractivité de la Moselle, à son rayonnement touristique et à la compétitivité du territoire dans le domaine économique.

Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

1. l'appui aux territoires et aux entreprises mosellanes, en tant qu'agence de développement économique (mission "économie")

A ce titre, Moselle Attractivité s'inscrit dans la mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII), participe à la mise en œuvre de la politique de la Région Grand Est et intègre le réseau des outils de développement économique à l'échelle du Grand Est animé par la Région.

En conformité avec les prescriptions du SRDEII, elle favorise le développement et la promotion économique du département de la Moselle, notamment en :

- assurant l'identification, le suivi d'entreprises ciblées et l'accompagnement local de leurs projets d'installation et de développement
- étant le relai de la Région Grand Est et des EPCI membres pour diffuser leurs dispositifs de soutien et accompagner les entreprises dans leurs démarches
- étant source de données et d'informations sur les zones d'activités et/ou l'immobilier d'entreprise (observatoire économique, gestion d'une base de données de l'offre, ...)
- faisant de la veille économique territoriale
- effectuant la recherche de projets exogènes limitrophes en lien avec Invest Eastern France
- favorisant l'attraction et la fidélisation des talents, afin de répondre aux besoins de main d'œuvre des entreprises mosellanes.

2. le déploiement, en tant que Comité Départemental du Tourisme (CDT), d'une véritable stratégie touristique visant au développement et à la promotion de la destination Moselle (mission "tourisme")

A ce titre, Moselle Attractivité assure les missions qui recouvrent notamment :

- La structuration et la qualification de l'offre touristique départementale
- La promotion de l'offre et de la destination Moselle
- L'appui à la qualité de l'accueil et l'animation des offices du tourisme
- L'animation et la professionnalisation des acteurs touristiques
- La commercialisation et l'appui à la commercialisation de produits touristiques
- La gestion d'un observatoire touristique, en lien avec le Comité Régional du Tourisme du Grand Est

Par ailleurs, Moselle Attractivité en tant que Comité Départemental du Tourisme du Département de la Moselle se voit confier par le Département de la Moselle la mise en œuvre de la politique touristique définie par ce dernier. Cette délégation sur la base des dispositions de l'article L 132-2 du Code du Tourisme donne lieu à une convention conclue entre le Département de la Moselle et Moselle Attractivité qui définit les missions concernées, les modalités d'exercice, les modalités de financement, ainsi que les modalités de contrôle.

3. la conduite **d'actions de promotion et de marketing territorial** hors prospection IDE (mission "marketing territorial")

A ce titre, Moselle Attractivité assure notamment :

- Le portage, la promotion et le déploiement de la marque partagée MOSL
- Promotion des labels d'excellence
- Le portage et l'animation du plan d'actions Attractivité
- L'animation de réseaux à l'échelle du département de la Moselle
- L'organisation et/ou la participation à des salons, foires, événements dédiés
- La promotion du territoire via une communication adaptée, en lien avec les actions régionales
- La participation à la promotion de la région Grand Est
- L'appui à la commercialisation et la vente de produits mosellans et de produits MOSL

Moyens d'action

Pour réaliser son objet et plus particulièrement chacune de ces missions, l'association se dote notamment des moyens humains et matériels en vue d'assurer la mise en œuvre des différents axes de développement de l'attractivité mosellane objet de l'association tel que décrit à l'article 3.1 ci-dessus.

L'association est organisée en trois pôles : un pôle "tourisme", un pôle "économie" et un pôle transversal "marketing territorial", supervisés chacun par un directeur/responsable distinct, étant entendu que l'un d'entre eux peut cumuler cette fonction avec celle de directeur général de la structure.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la mission Economie, les interventions de Moselle Attractivité s'organisent en lien étroit et en complémentarité, dans une démarche partenariale et collaborative, avec les Maisons de la Région Grand Est couvrant le territoire mosellan (Maisons de la Région de Metz, Thionville-Longwy et Saverne-Haguenau) et plus particulièrement leur service Développement Territorial (chef(fe) de service et chargé(e) de mission développement économique).

Un programme de travail partagé est établi entre Moselle Attractivité et les trois Maisons de la Région Grand Est. Des revues de gestions sont organisées régulièrement entre Moselle Attractivité et chacune des Maisons de la Région Grand Est afin de partager les informations, effectuer un bilan des interventions réciproques et les adapter en tant que de besoin.

Par ailleurs, l'articulation entre Moselle Attractivité, les Maisons de la Région et les services de l'EPCI ou des groupements d'EPCI engagés dans les Pactes Offensive Croissance Emploi signés avec la Région dans le cadre de la déclinaison du SRDEII fera l'objet d'une attention toute particulière afin d'en apprécier la cohérence, la complémentarité et l'efficacité.

Moselle Attractivité est associée à l'animation du réseau de développeurs économiques assurée par les Maisons de la Région Grand Est à l'échelle de leur périmètre et participe activement au réseau des développeurs économiques animé par la Région à l'échelle du Grand Est.

La Région Grand Est participe activement à la gouvernance de Moselle Attractivité au sein du Conseil d'Administration et des autres organes prévus aux statuts de l'association, et ce dans le respect des compétences qui lui sont dévolues par la loi. Elle apporte par ailleurs une contribution financière à Moselle Attractivité, en lien avec les contributions des EPCI, permettant de financer, comme l'atteste

une comptabilité analytique, les missions poursuivies principalement dans le domaine du développement économique, ainsi qu'en faveur de l'attractivité du territoire mosellan et qui ne relèvent pas du champ d'intervention du CDT.

Le Département de la Moselle participe activement à la gouvernance de Moselle Attractivité dans les domaines relevant de sa compétence et en tant que garant des solidarités humaines et territoriales au sein du département de la Moselle, et ce dans le respect des compétences qui lui sont dévolues par la loi. Il apporte par ailleurs une contribution financière à Moselle Attractivité, qui, comme l'atteste une comptabilité analytique, permet de financer les missions qui ne relèvent pas du champ du développement économique.

Evènements principaux de l'exercice

Les comptes annuels clos au 31/12/2023 ont été établis conformément aux recommandations et observations de l'Autorité des Normes Comptables.

Dans le but de faire du Tourisme une activité économique durable de premier plan pour la Moselle, capable de se développer et de se renouveler, il a été mis en place en 2023 une véritable stratégie touristique de rupture au service de l'essor de la Destination Moselle.

Son objectif : transformer radicalement la pratique touristique en rendant majoritaire la part des séjours touristiques par rapport aux excursions journalières.

Trois axes de travail ont été définis :

1. L'offre touristique : développement, qualification et montée en gamme de l'offre touristique
2. La demande : conquête de clientèles de séjour autour d'un marketing agressif
3. Pilotage des ressources : fédération autour du projet commun et organisation des rôles et des moyens

Ces trois axes de travail sont déclinés en douze actions opérationnelles prévoyant à la fois la poursuite et/ou le renforcement d'actions déjà en cours, mais aussi la mise en œuvre de nouvelles actions. Par ailleurs cette stratégie est au service de cinq cibles : EPCI, prestataires touristiques, porteurs de projet, Département et touristes.

L'engagement de cette nouvelle stratégie touristique départementale, qui doit permettre une montée en gamme et une diversification de l'offre, débouchant sur l'émergence d'un « produit touristique mosellan vendable », s'accompagne d'un renforcement en Ressources Humaines et de réorganisation des pôles tourisme et marketing : recrutement (sous forme de CDD à objet défini de 3 ans) de 4 ETP au pôle tourisme (ingénierie / accompagnement des prestataires, observation, qualification de l'offre, production commerciale) et 1,5 ETP au pôle marketing (renfort digital et presse).

La mise en œuvre de cette nouvelle stratégie fait l'objet d'une subvention complémentaire du Département à hauteur de 300 000 € pour 2023.

Ventilation de l'effectif au 31 décembre 2023

Catégories	Personnel salarié
Cadres	31
Employés, Techniciens, Professions Intermédiaires	11 (dont 3 stagiaires)
TOTAL	42

Méthode générale

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement **ANC 2018-06** et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement **ANC 2014-03** relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Ne sont mentionnées dans l'annexe que les informations à caractère significatif.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production, à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet d'une réévaluation.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Amortissements

Ils sont calculés en fonction de la durée d'utilisation prévue suivant le mode linéaire :

Types d'immobilisations	Durée d'amortissement
Logiciels et site internet	1 à 3 ans
Installations et agencements	3 à 10 ans
Matériel et outillage	5 ans
Matériel de transport	4 à 10 ans
Mobilier et matériel de bureau	2 à 10 ans

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition.
Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances/Produits à recevoir

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.
Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.
Le produit à recevoir est annulé si la subvention n'est pas consommée intégralement.

Produit à recevoir

Solde de la subvention du CD 57	184 094 €
Solde de la subvention de l'UE	54 025 €
Solde de la subvention 2023 de la Région Grand Est	226 259 €
Subvention 2023 des EPCI	83 661 €
Produit à recevoir – aide aux apprentis 2023	11 500€
Total	559 539 €

Engagement retraite

A titre d'informations, le montant des engagements de retraites valorisées au 31 décembre 2023, par l'actuaire et pour l'ensemble de l'effectif s'élève à 285 805 €.

Hypothèses retenues :

- Age de départ à la retraite : âge légal,
- Taux de charges sociales : 60%,
- Taux d'évolution des salaires : 2%,
- Taux d'actualisation : 3.5 %,

Cet engagement est couvert partiellement :

- Par **une provision pour retraites** à hauteur de 114 433 € fléchée pour les salariés provenant de l'association Moselle Développement (en provenance de l'apport de la situation nette de Moselle Développement); cette provision ne sera jamais actualisée mais reprise au fur et à mesure des départs des salariés concernés.
- Par externalisation sur un contrat d'assurance "indemnités de fin de carrières" pour un montant de 90 975 € au 31 décembre 2023.

A noter : le traité de fusion-scission de Moselle Développement et de Moselle Tourisme en vue de la création de Moselle Attractivité signé le 4 novembre 2016 a acté la prise en charge par le Conseil départemental de la Moselle des indemnités retraites des salariés de Moselle Tourisme qui ont été transférés vers Moselle Attractivité.

Provisions pour risques et charges

Il figure dans les comptes 2023 une **provision pour risque de litige** de 50 000 € avec le prestataire Actimage relative au contentieux sur la réalisation du portail Internet de Moselle Attractivité et une **provision pour créances à restituer** au Département de 45 452 € relative au Plan de Relance 2021.

Charges à payer

Congés payés et charges provisionnées :	81 086 €
- Factures non parvenues :	271 754 €
- Etat :	<u>35 465 €</u>
Total	388 305 €

Charges constatées d'avance

- Maintenance :	35 110 €
- Documentation :	10 268 €
- Autres dépenses :	<u>17 271 €</u>
Total	62 649 €

Honoraires des Commissaires aux Comptes

	KPMG	
	31/12/2023	31/12/2022
Audit		
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés		
Emetteur	11 301	10 323
Filiales intégrées globalement		
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes		
Emetteur		
Filiales intégrées globalement		
sous total	11 301	10 323
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement		
Juridique, fiscal, social		
Autres		
sous total		
TOTAL	11 301	10 323

Tableau de variation des Fonds propres

Variation des Fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	3 965 005				3 965 005
Fonds propres avec droit de reprise					-
Ecart de réévaluation					-
Réserves					-
Report à nouveau	- 573 520	- 561 017			- 1 134 538
Excédent ou déficit de l'exercice	- 561 017	561 017	- 784 946		- 784 946
Situation nette	2 830 467	-	- 784 946		2 045 521
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	2 830 467	-	- 784 946	-	2 045 521

Tableau des immobilisations

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				-
<i>Autres</i>	680 269	52 042	412 537	319 775
				-
Immobilisations corporelles				-
<i>Instal., agencement, aménagement divers</i>	42 725	-	12 855	29 870
<i>Matériel de transport</i>	61 786	5 999	19 332	48 454
<i>Matériel de bureau, informatique et mobilier</i>	562 745	5 913	253 979	314 678
				-
Immobilisations financières				-
<i>Autres titres immobilisés</i>	43 110			43 110
<i>Prêts et autres immobilisations financières</i>	438 186	2 162	343 234	97 115
				-
TOTAL	1 828 822	66 116	1 041 937	853 002

Tableau des amortissements

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				-
<i>Autres</i>	422 509	76 669	365 415	133 763
				-
Immobilisations corporelles				-
<i>Instal., agencement, aménagement divers</i>	31 416	4 385	12 855	22 946
<i>Matériel de transport</i>	41 676	4 353	19 332	26 698
<i>Matériel de bureau, informatique et mobilier</i>	514 664	21 808	248 057	288 414
				-
				-
TOTAL	1 010 265	107 215	645 659	471 821

Tableau des Créances

Créances	Montant brut au 31/12/2023	Échéance <1 an	Échéance >1 an
Créances de l'actif immobilisé			
<i>Prêts</i>	88 453		88 453
<i>Autres immobilisations financières</i>	8 662		8 662
Créances de l'actif circulant			
<i>Clients et Comptes rattachés</i>	113 960	113 960	
<i>Autres créances</i>	552 766	552 766	
Charges constatées d'avance	62 649	62 649	
TOTAL	826 490	729 375	97 115

Tableau des Dettes

Dettes	Montant brut au 31/12/2023	Échéance <1 an	Échéance >1 an et < 5 ans	Échéance > 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédits				
Emprunts et dettes financières diverses				-
Avances et acomptes reçus sur commandes				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	874 626	874 626		
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	243 793	243 793		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	64 962	64 962		
Produits constatés d'avance		-		
TOTAL	1 183 380	1 183 380		-

Informations relatives au compte de Résultat**Concours publics et Subventions d'Exploitation :**

- Subvention de fonctionnement du Département 57 :	2 427 500 €
- Subvention Plan de Relance du Département 57 :	650 000 €
- Subvention pour l'accueil des délégations sportives TDJ :	253 723 €
- Subvention Union Européenne :	19 704 €
- Subvention des EPCI :	1 250 703 €
- Subvention de la Région Grand Est :	<u>1 131 300 €</u>
Total	5 732 930 €

Contributions financières

- Participations financières aux salons SITL (11 430 €), SIMI (16 517 €), participation l'accueil presse (5 126 €), à Terre de Jeux par la FF de Volley (45 000 €), aux Workshop « Partir en France » (2 593 €), au partage de la solution Flux Vision (6 540 €) pour **87 207 €**
- Cotisations des membres pour **59 500 €**
- Produits divers de gestion courantes pour **40 185 €** : prestations Moselle Académie (1 610 €), Clé Vacances (13 575 €), Visites de Classement (5 500 €), contribution exposants Qualité MOSL (10 500 €), Mondial Air Ballons (2 372 €) et Fête des Vins (5 900 €)

Reprise sur provisions et transfert de charges

- Reprise de la provision pour risque de créances de la Communauté de Communes du Haut Chemin -Pays de Pange d'un montant de **28 758 €**
- Transfert de Charges pour **40 636 €** : Aide unique à l'emploi de 3 apprentis en alternance (22 000 €), Remboursement de la formation continue (13 198 €), *avantage en nature* (3 588 €), *ajustement divers* (1 763 €),

Contributions volontaires en nature

Le Département de la Moselle met à disposition de Moselle Attractivité des locaux situés au 2-4 rue du Pont Moreau à Metz d'une surface de 975.81 m2. Le loyer est valorisé à **89 775 €** pour la quote part relative à la mission Tourisme et à la mission Marketing.

Le Département participe aux charges de fonctionnement de l'immeuble relatives au nettoyage des locaux, au tri sélectif, à la consommation électrique, à la consommation d'eau, au contrôle électrique des portes piétons, au contrôle de la sous station, aux charges d'ascenseurs, à la détection d'incendie, à l'alarme anti-intrusion, au contrôle d'accès, au gardiennage et à l'installation technique pour un montant de **26 987 €**

Répartition par nature de produits	31/12/2023
Bénévolat	
Prestations en nature	116 762
Dons en natures	
TOTAL	116 762
Répartition par nature de charges	31/12/2023
Secours en nature	
Mise à disposition gratuite de Biens	116 762
Prestations en nature	
Personnel bénévole	
TOTAL	116 762

Evènements post clôture

Néant.

Rémunérations des 3 cadres dirigeants

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

Informations sur les transactions non conclues à des conditions normales

Néant.

Points divers

Au regard du développement ces dernières années des activités générant du chiffre d'affaires, un audit a été réalisé par le cabinet FIDAL pour évaluer la situation fiscale globale de l'Association.

A titre préliminaire, l'audit a identifié certains enjeux liés aux notions de relations privilégiées de l'Association avec le secteur marchand et de gestion désintéressée de celle-ci.

Le travail d'analyse va être approfondi dans les prochaines semaines, afin de prendre les mesures les plus adaptées pour appréhender et traiter de ces questions ainsi mises en exergue mais, d'ores et déjà, il est proposé sans délai d'adapter la rédaction de nos statuts dès la prochaine Assemblée Générale (cf. point de l'ordre du jour relatif à la convocation d'Une Assemblée Générale Mixte).

Cet audit a également conclu à l'existence d'activités lucratives accessoires nécessitant une sectorisation de l'Association.

A cet égard, les implications fiscales chiffrées de cet audit doivent s'apprécier sur deux exercices glissants et ne semblent, à ce stade, pas devoir emporter de conséquences comptables et fiscales significatives au titre de l'exercice passé. Toutefois, elles devront être prises en compte dès le 1er janvier 2024 afin de tirer les conséquences de l'audit réalisé au regard notamment d'un assujettissement au moins partiel à la TVA, à l'impôt sur les sociétés, à la taxe sur les salaires et à la Contribution Economique Territoriale.



KPMG SA
2 rue Pierre Simon de Laplace
BP 65811
57078 Metz

MOSELLE ATTRACTIVITE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023
MOSELLE ATTRACTIVITE
1 rue du Pont Moreau 57000 Metz

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
2 rue Pierre Simon de Laplace
BP 65811
57078 Metz

MOSELLE ATTRACTIVITE

1 rue du Pont Moreau 57000 Metz

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de l'association MOSELLE ATTRACTIVITE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MOSELLE ATTRACTIVITE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère



approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en



œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Metz, le 7 juin 2024

KPMG SA

Sandrine
Demesse

Signature
numérique de
Sandrine Demesse
Date : 2024.06.07
12:23:34 +02'00'

Sandrine DEMESSE

Associée

BILAN ACTIF AU 31/12/23

ACTIF	Exercice 2023			Exercice 2022
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	4 920	4 754	166	166
Autres Immobilisations Incorporelles	239 543	129 009	110 534	182 283
Immobilisations incorporelles en cours	75 311	13 752	61 559	61 559
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	393 002	338 057	54 945	79 501
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés	43 110		43 110	43 110
Prêts	88 453	-	88 453	118 917
Autres	8 662		8 662	6 500
Total I	853 001	485 572	367 429	492 036
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	31 301		31 301	33 852
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	113 960		113 960	135 761
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	552 766	-	552 766	1 179 021
Valeurs mobilières de placement	75 378		75 378	1 573 242
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	2 235 303		2 235 303	916 995
Charges constatées d'avance	62 649		62 649	79 502
Total II	3 071 357	-	3 071 357	3 918 373
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				-
Ecarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	3 924 358	485 572	3 438 786	4 410 409

BILAN PASSIF AU 31/12/23

PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	3 965 005	3 965 005
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau		
Report à nouveau	- 1 134 538	- 573 520
Excédent ou déficit de l'exercice	- 784 946	- 561 017
Situation nette (sous total)	2 045 521	2 830 467
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total I	2 045 521	2 830 467
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II	-	-
PROVISIONS		
Provisions pour risques	95 452	95 452
Provisions pour charges	114 433	114 433
Total III	209 885	209 885
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	874 626	959 864
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	243 793	161 040
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	64 962	249 153
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
Total IV		1 370 057
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	2 255 406	4 410 409

COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/23 au 31/12/23

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	59 500	52 200
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	130 873	113 819
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	49 592	34 792
<i>dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	5 732 930	6 050 435
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommables		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	87 207	136 815
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	69 394	164 211
Utilisations des fonds dédiés	-	429 803
Autres produits	40 185	45 547
Total I	6 169 681	7 027 623
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	106 307	111 614
Variation de stock	2 552	1 211
Autres achats et charges externes	4 031 035	3 876 006
Aides financières	200	208 606
Impôts, taxes et versements assimilés	193 043	212 734
Salaires et traitements	1 730 704	2 044 474
Charges sociales	780 269	817 304
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	107 215	175 746
Dotations aux provisions	-	25 000
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	30 172	1 603
Total II	6 981 496	7 474 298
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I -II)	- 811 816	- 446 675
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	30 904	9 113
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	312 769	
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	343 673	9 113
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	314 383	0
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	314 383	-

2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	29 290	9 113
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	- 782 526	- 437 562
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	6 100	
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	6 100	-
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	495	121 558
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	495	121 558
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	5 605	- 121 558
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	8 025	1 897
Total des produits (I + III + V)	6 519 453	7 036 736
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	7 304 399	7 597 753
EXCEDENT OU DEFICIT	- 784 946	- 561 017
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	116 762	127 500
Bénévolat		
TOTAL	116 762	127 500
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	116 762	127 500
Prestations en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		
TOTAL	116 762	127 500

Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

Moselle Attractivité contribue au développement de l'attractivité de la Moselle, à son rayonnement touristique et à la compétitivité du territoire dans le domaine économique.

Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

1. l'appui aux territoires et aux entreprises mosellanes, en tant qu'agence de développement économique (mission "économie")

A ce titre, Moselle Attractivité s'inscrit dans la mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII), participe à la mise en œuvre de la politique de la Région Grand Est et intègre le réseau des outils de développement économique à l'échelle du Grand Est animé par la Région.

En conformité avec les prescriptions du SRDEII, elle favorise le développement et la promotion économique du département de la Moselle, notamment en :

- assurant l'identification, le suivi d'entreprises ciblées et l'accompagnement local de leurs projets d'installation et de développement
- étant le relai de la Région Grand Est et des EPCI membres pour diffuser leurs dispositifs de soutien et accompagner les entreprises dans leurs démarches
- étant source de données et d'informations sur les zones d'activités et/ou l'immobilier d'entreprise (observatoire économique, gestion d'une base de données de l'offre, ...)
- faisant de la veille économique territoriale
- effectuant la recherche de projets exogènes limitrophes en lien avec Invest Eastern France
- favorisant l'attraction et la fidélisation des talents, afin de répondre aux besoins de main d'œuvre des entreprises mosellanes.

2. le déploiement, en tant que Comité Départemental du Tourisme (CDT), d'une véritable stratégie touristique visant au développement et à la promotion de la destination Moselle (mission "tourisme")

A ce titre, Moselle Attractivité assure les missions qui recouvrent notamment :

- La structuration et la qualification de l'offre touristique départementale
- La promotion de l'offre et de la destination Moselle
- L'appui à la qualité de l'accueil et l'animation des offices du tourisme
- L'animation et la professionnalisation des acteurs touristiques
- La commercialisation et l'appui à la commercialisation de produits touristiques
- La gestion d'un observatoire touristique, en lien avec le Comité Régional du Tourisme du Grand Est

Par ailleurs, Moselle Attractivité en tant que Comité Départemental du Tourisme du Département de la Moselle se voit confier par le Département de la Moselle la mise en œuvre de la politique touristique définie par ce dernier. Cette délégation sur la base des dispositions de l'article L 132-2 du Code du Tourisme donne lieu à une convention conclue entre le Département de la Moselle et Moselle Attractivité qui définit les missions concernées, les modalités d'exercice, les modalités de financement, ainsi que les modalités de contrôle.

3. la conduite **d'actions de promotion et de marketing territorial** hors prospection IDE (mission "marketing territorial")

A ce titre, Moselle Attractivité assure notamment :

- Le portage, la promotion et le déploiement de la marque partagée MOSL
- Promotion des labels d'excellence
- Le portage et l'animation du plan d'actions Attractivité
- L'animation de réseaux à l'échelle du département de la Moselle
- L'organisation et/ou la participation à des salons, foires, événements dédiés
- La promotion du territoire via une communication adaptée, en lien avec les actions régionales
- La participation à la promotion de la région Grand Est
- L'appui à la commercialisation et la vente de produits mosellans et de produits MOSL

Moyens d'action

Pour réaliser son objet et plus particulièrement chacune de ces missions, l'association se dote notamment des moyens humains et matériels en vue d'assurer la mise en œuvre des différents axes de développement de l'attractivité mosellane objet de l'association tel que décrit à l'article 3.1 ci-dessus.

L'association est organisée en trois pôles : un pôle "tourisme", un pôle "économie" et un pôle transversal "marketing territorial", supervisés chacun par un directeur/responsable distinct, étant entendu que l'un d'entre eux peut cumuler cette fonction avec celle de directeur général de la structure.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la mission Economie, les interventions de Moselle Attractivité s'organisent en lien étroit et en complémentarité, dans une démarche partenariale et collaborative, avec les Maisons de la Région Grand Est couvrant le territoire mosellan (Maisons de la Région de Metz, Thionville-Longwy et Saverne-Haguenau) et plus particulièrement leur service Développement Territorial (chef(fe) de service et chargé(e) de mission développement économique).

Un programme de travail partagé est établi entre Moselle Attractivité et les trois Maisons de la Région Grand Est. Des revues de gestions sont organisées régulièrement entre Moselle Attractivité et chacune des Maisons de la Région Grand Est afin de partager les informations, effectuer un bilan des interventions réciproques et les adapter en tant que de besoin.

Par ailleurs, l'articulation entre Moselle Attractivité, les Maisons de la Région et les services de l'EPCI ou des groupements d'EPCI engagés dans les Pactes Offensive Croissance Emploi signés avec la Région dans le cadre de la déclinaison du SRDEII fera l'objet d'une attention toute particulière afin d'en apprécier la cohérence, la complémentarité et l'efficacité.

Moselle Attractivité est associée à l'animation du réseau de développeurs économiques assurée par les Maisons de la Région Grand Est à l'échelle de leur périmètre et participe activement au réseau des développeurs économiques animé par la Région à l'échelle du Grand Est.

La Région Grand Est participe activement à la gouvernance de Moselle Attractivité au sein du Conseil d'Administration et des autres organes prévus aux statuts de l'association, et ce dans le respect des compétences qui lui sont dévolues par la loi. Elle apporte par ailleurs une contribution financière à Moselle Attractivité, en lien avec les contributions des EPCI, permettant de financer, comme l'atteste

une comptabilité analytique, les missions poursuivies principalement dans le domaine du développement économique, ainsi qu'en faveur de l'attractivité du territoire mosellan et qui ne relèvent pas du champ d'intervention du CDT.

Le Département de la Moselle participe activement à la gouvernance de Moselle Attractivité dans les domaines relevant de sa compétence et en tant que garant des solidarités humaines et territoriales au sein du département de la Moselle, et ce dans le respect des compétences qui lui sont dévolues par la loi. Il apporte par ailleurs une contribution financière à Moselle Attractivité, qui, comme l'atteste une comptabilité analytique, permet de financer les missions qui ne relèvent pas du champ du développement économique.

Evènements principaux de l'exercice

Les comptes annuels clos au 31/12/2023 ont été établis conformément aux recommandations et observations de l'Autorité des Normes Comptables.

Dans le but de faire du Tourisme une activité économique durable de premier plan pour la Moselle, capable de se développer et de se renouveler, il a été mis en place en 2023 une véritable stratégie touristique de rupture au service de l'essor de la Destination Moselle.

Son objectif : transformer radicalement la pratique touristique en rendant majoritaire la part des séjours touristiques par rapport aux excursions journalières.

Trois axes de travail ont été définis :

1. L'offre touristique : développement, qualification et montée en gamme de l'offre touristique
2. La demande : conquête de clientèles de séjour autour d'un marketing agressif
3. Pilotage des ressources : fédération autour du projet commun et organisation des rôles et des moyens

Ces trois axes de travail sont déclinés en douze actions opérationnelles prévoyant à la fois la poursuite et/ou le renforcement d'actions déjà en cours, mais aussi la mise en œuvre de nouvelles actions. Par ailleurs cette stratégie est au service de cinq cibles : EPCI, prestataires touristiques, porteurs de projet, Département et touristes.

L'engagement de cette nouvelle stratégie touristique départementale, qui doit permettre une montée en gamme et une diversification de l'offre, débouchant sur l'émergence d'un « produit touristique mosellan vendable », s'accompagne d'un renforcement en Ressources Humaines et de réorganisation des pôles tourisme et marketing : recrutement (sous forme de CDD à objet défini de 3 ans) de 4 ETP au pôle tourisme (ingénierie / accompagnement des prestataires, observation, qualification de l'offre, production commerciale) et 1,5 ETP au pôle marketing (renfort digital et presse).

La mise en œuvre de cette nouvelle stratégie fait l'objet d'une subvention complémentaire du Département à hauteur de 300 000 € pour 2023.

Ventilation de l'effectif au 31 décembre 2023

Catégories	Personnel salarié
Cadres	31
Employés, Techniciens, Professions Intermédiaires	11 (dont 3 stagiaires)
TOTAL	42

Méthode générale

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement **ANC 2018-06** et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement **ANC 2014-03** relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Ne sont mentionnées dans l'annexe que les informations à caractère significatif.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production, à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet d'une réévaluation.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Amortissements

Ils sont calculés en fonction de la durée d'utilisation prévue suivant le mode linéaire :

Types d'immobilisations	Durée d'amortissement
Logiciels et site internet	1 à 3 ans
Installations et agencements	3 à 10 ans
Matériel et outillage	5 ans
Matériel de transport	4 à 10 ans
Mobilier et matériel de bureau	2 à 10 ans

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances/Produits à recevoir

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Le produit à recevoir est annulé si la subvention n'est pas consommée intégralement.

Produit à recevoir

Solde de la subvention du CD 57	184 094 €
Solde de la subvention de l'UE	54 025 €
Solde de la subvention 2023 de la Région Grand Est	226 259 €
Subvention 2023 des EPCI	83 661 €
Produit à recevoir – aide aux apprentis 2023	11 500€
Total	559 539 €

Engagement retraite

A titre d'informations, le montant des engagements de retraites valorisées au 31 décembre 2023, par l'actuaire et pour l'ensemble de l'effectif s'élève à 285 805 €.

Hypothèses retenues :

- Age de départ à la retraite : âge légal,
- Taux de charges sociales : 60%,
- Taux d'évolution des salaires : 2%,
- Taux d'actualisation : 3.5 %,

Cet engagement est couvert partiellement :

- Par **une provision pour retraites** à hauteur de 114 433 € fléchée pour les salariés provenant de l'association Moselle Développement (en provenance de l'apport de la situation nette de Moselle Développement); cette provision ne sera jamais actualisée mais reprise au fur et à mesure des départs des salariés concernés.

- Par externalisation sur un contrat d'assurance "indemnités de fin de carrières" pour un montant de 90 975 € au 31 décembre 2023.

A noter : le traité de fusion-scission de Moselle Développement et de Moselle Tourisme en vue de la création de Moselle Attractivité signé le 4 novembre 2016 a acté la prise en charge par le Conseil départemental de la Moselle des indemnités retraites des salariés de Moselle Tourisme qui ont été transférés vers Moselle Attractivité.

Provisions pour risques et charges

Il figure dans les comptes 2023 une **provision pour risque de litige** de 50 000 € avec le prestataire Actimage relative au contentieux sur la réalisation du portail Internet de Moselle Attractivité et une **provision pour créances à restituer** au Département de 45 452 € relative au Plan de Relance 2021.

Charges à payer

Congés payés et charges provisionnées :	81 086 €
- Factures non parvenues :	271 754 €
- Etat :	<u>35 465 €</u>
Total	388 305 €

Charges constatées d'avance

- Maintenance :	35 110 €
- Documentation :	10 268 €
- Autres dépenses :	<u>17 271 €</u>
Total	62 649 €

Honoraires des Commissaires aux Comptes

	KPMG	
	31/12/2023	31/12/2022
Audit		
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés		
Emetteur	11 301	10 323
Filiales intégrées globalement		
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes		
Emetteur		
Filiales intégrées globalement		
sous total	11 301	10 323
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement		
Juridique, fiscal, social		
Autres		
sous total		
TOTAL	11 301	10 323

Tableau de variation des Fonds propres

Variation des Fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	3 965 005				3 965 005
Fonds propres avec droit de reprise					-
Ecart de réévaluation					-
Réserves					-
Report à nouveau	- 573 520	- 561 017			- 1 134 538
Excédent ou déficit de l'exercice	- 561 017	561 017	- 784 946		- 784 946
Situation nette	2 830 467	-	- 784 946		2 045 521
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	2 830 467	-	- 784 946	-	2 045 521

Tableau des immobilisations

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				-
<i>Autres</i>	680 269	52 042	412 537	319 775
				-
Immobilisations corporelles				-
<i>Instal., agencement, aménagement divers</i>	42 725	-	12 855	29 870
<i>Matériel de transport</i>	61 786	5 999	19 332	48 454
<i>Matériel de bureau, informatique et mobilier</i>	562 745	5 913	253 979	314 678
				-
Immobilisations financières				-
<i>Autres titres immobilisés</i>	43 110			43 110
<i>Prêts et autres immobilisations financières</i>	438 186	2 162	343 234	97 115
				-
TOTAL	1 828 822	66 116	1 041 937	853 002

Tableau des amortissements

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				-
<i>Autres</i>	422 509	76 669	365 415	133 763
				-
Immobilisations corporelles				-
<i>Instal., agencement, aménagement divers</i>	31 416	4 385	12 855	22 946
<i>Matériel de transport</i>	41 676	4 353	19 332	26 698
<i>Matériel de bureau, informatique et mobilier</i>	514 664	21 808	248 057	288 414
				-
				-
TOTAL	1 010 265	107 215	645 659	471 821

Tableau des Créances

Créances	Montant brut au 31/12/2023	Échéance <1 an	Échéance >1 an
Créances de l'actif immobilisé			
<i>Prêts</i>	88 453		88 453
<i>Autres immobilisations financières</i>	8 662		8 662
Créances de l'actif circulant			
<i>Clients et Comptes rattachés</i>	113 960	113 960	
<i>Autres créances</i>	552 766	552 766	
Charges constatées d'avance	62 649	62 649	
TOTAL	826 490	729 375	97 115

Tableau des Dettes

Dettes	Montant brut au 31/12/2023	Échéance <1 an	Échéance >1 an et < 5 ans	Échéance > 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédits				
Emprunts et dettes financières diverses				-
Avances et acomptes reçus sur commandes				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	874 626	874 626		
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	243 793	243 793		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	64 962	64 962		
Produits constatés d'avance		-		
TOTAL	1 183 380	1 183 380		-

Informations relatives au compte de Résultat

Concours publics et Subventions d'Exploitation :

- Subvention de fonctionnement du Département 57 :	2 427 500 €
- Subvention Plan de Relance du Département 57 :	650 000 €
- Subvention pour l'accueil des délégations sportives TDJ :	253 723 €
- Subvention Union Européenne :	19 704 €
- Subvention des EPCI :	1 250 703 €
- Subvention de la Région Grand Est :	<u>1 131 300 €</u>
Total	5 732 930 €

Contributions financières

- Participations financières aux salons SITL (11 430 €), SIMI (16 517 €), participation l'accueil presse (5 126 €), à Terre de Jeux par la FF de Volley (45 000 €), aux Workshop « Partir en France » (2 593 €), au partage de la solution Flux Vision (6 540 €) pour **87 207 €**
- Cotisations des membres pour **59 500 €**
- Produits divers de gestion courantes pour **40 185 €** : prestations Moselle Académie (1 610 €), Clé Vacances (13 575 €), Visites de Classement (5 500 €), contribution exposants Qualité MOSL (10 500 €), Mondial Air Ballons (2 372 €) et Fête des Vins (5 900 €)

Reprise sur provisions et transfert de charges

- Reprise de la provision pour risque de créances de la Communauté de Communes du Haut Chemin -Pays de Pange d'un montant de **28 758 €**
- Transfert de Charges pour **40 636 €** : Aide unique à l'emploi de 3 apprentis en alternance (22 000 €), Remboursement de la formation continue (13 198 €), *avantage en nature* (3 588 €), *ajustement divers* (1 763 €),

Contributions volontaires en nature

Le Département de la Moselle met à disposition de Moselle Attractivité des locaux situés au 2-4 rue du Pont Moreau à Metz d'une surface de 975.81 m2. Le loyer est valorisé à **89 775 €** pour la quote part relative à la mission Tourisme et à la mission Marketing.

Le Département participe aux charges de fonctionnement de l'immeuble relatives au nettoyage des locaux, au tri sélectif, à la consommation électrique, à la consommation d'eau, au contrôle électrique des portes piétons, au contrôle de la sous station, aux charges d'ascenseurs, à la détection d'incendie, à l'alarme anti-intrusion, au contrôle d'accès, au gardiennage et à l'installation technique pour un montant de **26 987 €**

Répartition par nature de produits	31/12/2023
Bénévolat	
<i>Prestations en nature</i>	<i>116 762</i>
Dons en natures	
TOTAL	116 762
Répartition par nature de charges	31/12/2023
Secours en nature	
<i>Mise à disposition gratuite de Biens</i>	<i>116 762</i>
Prestations en nature	
Personnel bénévole	
TOTAL	116 762

Evènements post clôture

Néant.

Rémunérations des 3 cadres dirigeants

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

Informations sur les transactions non conclues à des conditions normales

Néant.

Points divers

Au regard du développement ces dernières années des activités générant du chiffre d'affaires, un audit a été réalisé par le cabinet FIDAL pour évaluer la situation fiscale globale de l'Association.

A titre préliminaire, l'audit a identifié certains enjeux liés aux notions de relations privilégiées de l'Association avec le secteur marchand et de gestion désintéressée de celle-ci.

Le travail d'analyse va être approfondi dans les prochaines semaines, afin de prendre les mesures les plus adaptées pour appréhender et traiter de ces questions ainsi mises en exergue mais, d'ores et déjà, il est proposé sans délai d'adapter la rédaction de nos statuts dès la prochaine Assemblée Générale (cf. point de l'ordre du jour relatif à la convocation d'Une Assemblée Générale Mixte).

Cet audit a également conclu à l'existence d'activités lucratives accessoires nécessitant une sectorisation de l'Association.

A cet égard, les implications fiscales chiffrées de cet audit doivent s'apprécier sur deux exercices glissants et ne semblent, à ce stade, pas devoir emporter de conséquences comptables et fiscales significatives au titre de l'exercice passé. Toutefois, elles devront être prises en compte dès le 1er janvier 2024 afin de tirer les conséquences de l'audit réalisé au regard notamment d'un assujettissement au moins partiel à la TVA, à l'impôt sur les sociétés, à la taxe sur les salaires et à la Contribution Economique Territoriale.